

**ANALYSE 2008**

# L'indépendance du Kosovo : quels enjeux et responsabilités ?

---



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la  
Communauté française*

## **L'indépendance du Kosovo : quels enjeux et responsabilités ?**

La situation au Kosovo, aux portes de l'Union européenne, préoccupe évidemment au premier chef les membres de la Commission « Europe : cultures et élargissement » de Pax Christi Wallonie-Bruxelles. Cette région, qui vient récemment de proclamer son indépendance, faisait partie de la Serbie, elle-même partie intégrante de l'ex-Yougoslavie.

Les membres de la Commission « Europe : cultures et élargissement » pensent, tout comme l'Union européenne, que les pays nés de la scission de l'ex-Yougoslavie ont tous vocation à faire partie un jour de l'Union. D'ailleurs, la Slovénie l'a déjà intégrée. D'autres, comme par exemple la Croatie, la Macédoine et la Serbie, ont fait leur demande, et se trouvent à des étapes différentes sur le chemin de l'intégration.

Il est très important, tant pour les populations de la région des Balkans que pour l'Union, que cette région soit pacifiée définitivement... Et la meilleure manière d'y arriver est probablement l'intégration de tous ces pays dans l'Union européenne.

C'est à l'occasion d'un Midi-Zoom que notre Commission a organisé, et des réunions qui ont suivi, que nous avons étudié la question.

### **Nos préoccupations sont multiples**

Premièrement, trop souvent au cours des dernières années, l'autorité de l'ONU a été ignorée, ou ses décisions n'ont pas été respectées : nous pensons notamment au bombardement de l'OTAN en Serbie en 1999, dans une autre région du monde à l'invasion américaine en Irak, et récemment à l'indépendance proclamée du Kosovo.

Deuxièmement, il apparaît régulièrement, et c'est encore le cas pour l'indépendance proclamée du Kosovo, que des grosses dissensions – pour ne pas parler de fractures ! – existent au sein de l'Union européenne. Les différents pays qui la composent ont des opinions parfois très opposées, spécialement en matière d'Affaires étrangères. Or, toute dissension signifie tension et peut-être violence.

Troisièmement, avec l'indépendance du Kosovo, dont une majeure partie de la population est albanophone, certains ne vont-ils pas avoir des tentations de créer une « Grande Albanie », qui pourrait être facteur de déstabilisation de la région ?

### **Le rôle des Nations unies**

On peut raisonnablement estimer qu'il y avait deux arguments forts en faveur de l'indépendance du Kosovo :

- d'une part le constat que le statu quo (c'est-à-dire le protectorat de l'ONU) ne pouvait pas tenir, car il n'a rempli à peu près aucun des objectifs fixés. Nous pensons qu'il s'agit là d'un échec de l'ONU, échec qui a coûté beaucoup d'argent puisqu'il s'agit d'un des protectorats les plus coûteux et les plus ambitieux de l'histoire des Nations unies ;
- d'autre part, pour les Albanophones (très majoritaires au Kosovo), la seule sortie acceptable de ce statu quo était l'indépendance. Les Albanophones agitaient de

manière très ouverte la menace d'une nouvelle explosion de violence si leur revendication n'était pas satisfaite.

### **Du point de vue de la Commission européenne**

Le cas du Kosovo fait partie d'un processus clair qui a débuté en 1991 quand plusieurs républiques et territoires des Balkans ont exprimé clairement le souhait de ne plus évoluer dans un cadre national yougoslave. La Commission européenne estime que l'indépendance du Kosovo vient mettre un terme au processus de démembrement de la République fédérale de Yougoslavie. Mais on peut se demander si ce processus est bien arrivé à son terme, quand on sait qu'en Bosnie par exemple, certaines régions rêvent toujours à leur indépendance.

Certains Etats membres de l'UE ont déclaré depuis le début qu'ils ne reconnaîtraient pas l'indépendance du Kosovo, il n'y a donc pas d'accord au sein de l'UE. Ce qui n'a pas empêché cette dernière de déployer deux missions sur le territoire du Kosovo. Ces missions ont pour but de renforcer la stabilité, d'assurer une meilleure protection de l'ensemble de la population, en particulier les minorités (parmi lesquelles, évidemment, la minorité serbe qui se sent, ou même qui est effectivement menacée), et aussi d'y améliorer le système judiciaire. Encore faut-il que ces deux missions arrivent à leur but, ce qui est loin d'être gagné.

Nous pensons qu'il aurait fallu que l'UE et sa Commission proposent des formules nouvelles, comme des calendriers ambitieux d'intégration, qui auraient peut-être permis de relativiser, voire de surmonter cette question de la proclamation formelle d'indépendance. Mais il en a été autrement...

### **Conséquences politiques**

Nous pouvons estimer que les réactions à la proclamation de l'indépendance du Kosovo sont restées plutôt limitées, en-deçà de ce que l'on pouvait craindre à court terme.

Cependant, même s'il n'y a pas eu de réactions violentes, il faut bien reconnaître que l'ensemble des dossiers régionaux se sont considérablement compliqués : en Serbie, où une autre région (la Voïvodine) rêve aussi de plus d'autonomie (voire plus encore), mais surtout en Bosnie-Herzégovine, où les rapports entre les entités qui la composent (à savoir la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie) sont très tendus.

### **Indépendance... véritable ?**

Une question nous semble importante : l'indépendance proclamée par le Kosovo a été reconnue par un nombre non négligeable de pays. Cependant, quel avenir attend ce nouvel état quand on sait que toute une série d'autres, dont la Fédération de Russie, lui refusent cette reconnaissance ? A cette question, Jean-Arnaud Dérens, rédacteur en chef du « Courrier des Balkans », spécialiste reconnu de la région, nous a expliqué que le Kosovo ne pourra effectivement pas adhérer à un grand nombre d'institutions internationales, notamment l'OSCE et le Conseil de l'Europe, car dans ces institutions il est primordial d'obtenir un consensus, qui ne sera jamais atteint puisque la Serbie et ses alliés s'y opposeront. Quant à son adhésion à l'ONU, elle risque d'être problématique, car de nombreux états n'ont pas reconnu son indépendance, surtout la Russie qui, rappelons-le, est membre permanent du Conseil de sécurité...

En tout cas, même en ayant proclamé son indépendance, la souveraineté du gouvernement et des institutions du Kosovo sera fortement limitée car l'autorité effective de ce gouvernement ne s'exercera que sur 75 à 80 % des 10 000 km<sup>2</sup> environ que compte son territoire (en effet, l'UE déploiera une mission dans la partie nord à très forte majorité serbe) ; et par les nouveaux mécanismes que la Communauté internationale, notamment l'UE, met en place.

### **La réalité économique et sociale**

Même si les pays européens ont prévu des budgets d'investissement colossaux au Kosovo, il demeure néanmoins très peu probable que ce nouvel état devienne à court terme une terre de cocagne !

En effet, avant son indépendance, le Kosovo avait un taux de chômage d'environ 60 %, parmi lesquels une majorité de jeunes de moins de 25 ans, ce qui constituait une véritable « bombe sociale » avant son indépendance ; or cette situation ne risque pas de connaître de changement important dans les prochaines années.

Jusqu'à présent, le mécontentement social ne s'est pas directement exprimé. Par contre, lors des émeutes de mars 2004, bien organisées par des petits réseaux extrémistes, de nombreux jeunes, sans perspective et sans occupation, ont été entraînés contre le régime serbe de l'époque. Par ces émeutes, les jeunes voulaient avant tout exprimer leur malaise social.

Jusqu'à l'indépendance, le malaise social pouvait se retourner contre le bouc émissaire tout trouvé que représentaient soit les Serbes présents au Kosovo, soit l'Autorité de Belgrade, qui pouvait être accusée de tout bloquer.

Notre Commission « Europe : cultures et élargissement » se montre relativement inquiète pour l'avenir proche sur le plan social. En effet, ce bouc émissaire que constituait l'Autorité de Belgrade n'existe plus du fait de l'indépendance proclamée. Comment va se manifester le mécontentement social lorsque l'euphorie et les réjouissances du peuple kosovar suite à son indépendance seront retombées, et qu'il sera à nouveau confronté à la réalité de sa situation économique et sociale ? Nous pensons que l'Union européenne a une grande responsabilité dans les mois et les années à venir, durant lesquels elle possède à nouveau une réelle occasion de mener une action en profondeur et visible pour la population kosovare.

### **En guise de conclusion : un fait historique inéluctable ?... Un précédent en tout cas !...**

Il nous semble évident que l'indépendance du Kosovo devenait un fait historique inéluctable, à partir du moment où ni les Nations unies dans un premier temps, ni l'Union européenne dans un second temps, n'ont pu proposer de solutions novatrices permettant l'émancipation du peuple kosovar au sein de la République de Serbie.

Cela allait-il créer un précédent ?

Bon nombre de cercles diplomatiques ont dit haut et fort que l'indépendance du Kosovo ne devait pas être, et ne serait pas, un précédent ! Ils pouvaient le souhaiter, le répéter, le cas du Kosovo constituait un précédent dès lors que d'autres le considèrent comme tel. La Russie avait bien fait connaître au préalable au reste de la Communauté internationale sa réprobation catégorique par rapport à une auto-proclamation d'indépendance de la part du Kosovo.

Ni le Kosovo, ni la majorité des états de l'UE, ni les USA n'ont tenu compte de cet avertissement.

Cela créait bien évidemment un précédent... que la Russie a vite fait d'utiliser à son avantage tout récemment lors de la guerre en Géorgie, avec la reconnaissance par la Russie de

l'indépendance auto-proclamée de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, des régions dont la population est majoritairement russe.

Olivier Duhayon et la Commission  
« Europe : cultures et élargissement »  
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles,  
Septembre 2008.